

Quand le logement social veut se fondre dans le cœur de ville

OTHIS

PAR HENDRIK DELAIRE

« **J'ATTENDAIS** un logement de ce type depuis presque dix ans. Avant je vivais au deuxième étage de mon appartement alors que j'ai une fille handicapée maintenant que je suis ici cela me change la vie ».

Tout comme Nadège qui a pris possession des lieux à la mi-septembre, les habitants de la résidence des Lodges à Othis sont ravis. Cette

résidence de logements sociaux a été inaugurée officiellement mardi par le promoteur Alila en présence de Geoffroy Didier (LR), vice-président de la région Ile-de-France au logement et à la politique de la ville et de Bernard Corneille (DVG), maire d'Othis. Six maisons et seize appartements auxquels les locataires peuvent accéder grâce au prêt locatif aidé d'intégration (PLAI) ou au prêt locatif à usage social (PLUS).

« C'est un ensemble à taille humaine qui a été construit dans le cœur de ville sur le terrain d'une an-

cienne ferme délabrée. Sur les 22 logements, sept ont été attribués à des habitants de la commune, même si une centaine de personnes sont en attente d'un logement social », se félicite Bernard Corneille.

« SI ON PASSE TROP BRUTALEMENT À 25 % CELA NE FAVORISERA PAS LA MIXITÉ SOCIALE »
BERNARD CORNEILLE (DVG),
MAIRE D'OTHIS

Coût du chantier : un peu plus de 4 M€, dont 2,2 M€ de la Caisse des Dépôts et consignations. Parmi les autres partenaires l'Etat et la région Ile-de-France. « Nous avons déjà 12,5 % de logements sociaux mais on nous demande d'en construire plus, mais si nous passons trop brutalement à 25 % cela ne favorisera pas la mixité sociale. Surtout si les difficultés à se déplacer dans notre zone périurbaine s'accroissent », prévient cependant le maire d'Othis, qui fait une référence à peine voilée à la possible suppression de la future ligne 17.

Des réserves que partage Geoffroy Didier. « a l'heure où l'on construit le Grand Paris, il ne faut pas oublier que l'Ile-de-France comprend des secteurs plus ruraux où des logements sociaux sont nécessaires alors qu'on les surproduit dans d'autres communes. La région ne compte plus financer de PLAÍ dans les communes où il y a déjà plus de 30 % de logements sociaux ».



Othis, mardi. Geoffroy Didier (LR), vice-président de la région (à droite) chargé du logement et de la politique de la ville lors de l'inauguration de la résidence.